

# **GRAND PROGRAMME "ENVIRONNEMENT URBAIN"**

## **Etat d'avancement et réflexions sur la problématique**

**Pascale METZGER, Pierre PELTRE**

Géographes, UR 55 : "Enjeux de l'urbanisation"

Le programme "Environnement urbain" a été créé début 1993 à la demande de Joël Bonnemaison et de Jean-Paul Duchemin au sein de l'UR 5F "Villes, Espace, Aménagement", pour être ensuite transformé en grand programme de l'UR 5E "Enjeux de l'urbanisation" lorsque cette dernière s'est constituée<sup>1</sup>. Le grand programme a pu ensuite être progressivement développé par le recrutement d'un chercheur en 1993, la réorientation d'un programme engagé et la création d'un poste d'accueil-expatriation récent. Enfin, il a reçu le renfort d'une allocataire, de deux VAT et CSN et d'un chercheur-associé. Huit personnes sont maintenant engagées dans des recherches sur le thème dans cinq implantations, dont il semble intéressant de donner quelques nouvelles après la première année de fonctionnement en tant que grand programme.

Les orientations choisies correspondent souvent à un nouveau point de vue prenant le relais de recherches antérieurement engagées, notamment à Abidjan, à Quito et au Caire, pour mettre à profit les acquis et évaluer ce qu'une telle approche thématique apporterait de nouveau à la recherche urbaine. Sur ce champ neuf pour la plupart d'entre nous, les problématiques se construisent dans le même mouvement que la mise en oeuvre du programme, non sans tâtonnements parfois, et en fonction de demandes ou de priorités locales qui impriment au grand programme une certaine diversité. Ce texte vise donc un double objectif : diffuser l'information sur les travaux entrepris par une équipe de constitution récente, mais également assurer un minimum d'échanges entre les membres de l'équipe.

### **1 - Environnement urbain et développement local à Abidjan**

Dominique Couret, engagée depuis 1992 dans l'étude des effets de la création de dix communes dans l'agglomération d'Abidjan<sup>2</sup>, constatait que les points d'appui concrets permettant d'évaluer l'impact de cette communalisation se révélaient toucher largement au champ de l'environnement urbain, domaine dans lequel l'UR cherchait à développer son action. Aussi a-t-elle, en 1994, redéfini le programme selon l'intitulé suivant : "Environnement urbain et développement local à Abidjan : ajustement institutionnel ou recomposition sociale des politiques urbaines?". Cette orientation se situe dans le prolongement des objectifs

---

1 Concernant les programmes qui avaient déjà abordé le thème de l'environnement urbain avant 1993 (environnement et santé à Dakar-Pikine ; environnement, croissance urbaine et télédétection ; gestion de l'environnement urbain et risques naturels à Quito ; croissance urbaine et environnement à Chalco), cf. Peltre, 1993.

2 "Les communes d'Abidjan : une nouvelle échelle pour l'observation de la ville".

initiaux de politique urbaine, tout en prenant mieux en compte la réalité des thèmes abordés par les partenaires, allocataires et stagiaires qui ont progressivement constitué une équipe coordonnée par D. Couret, ainsi composée :

- D. Couret travaille sur l'historique et les finances des dix communes, ainsi que sur les représentations de ces mutations politiques, à travers la presse. Une base de données comportant environ 800 résumés d'articles depuis 1980 a été construite, dont l'analyse est en cours ; les trois quarts environ de ces articles concernent un problème d'environnement urbain. Elle a également participé avec O. Dembélé, à un travail sur les méthodes d'enquête appliquées par le GREA<sup>3</sup> concernant les capacités participatives des habitants à un projet pilote d'assainissement du quartier de Port-Bouët. A la suite de l'exploitation de ces travaux et parallèlement à la coordination des recherches sur l'environnement urbain, elle envisage d'entreprendre une recherche personnelle sur la gestion et l'usage des espaces publics, thème-clé pour tout ce qui concerne les modalités spatiales de la croissance urbaine.

- Ousmane Dembélé, géographe, maître de conférences à l'Université d'Abidjan, travaille sur la restructuration des quartiers précaires à Port-Bouët et Adjamé, où l'on cherche maintenant à remplacer les anciens "déguerpissements" par l'intégration sur place des populations installées, moyennant un abaissement des normes de modernité précédemment appliquées. Il est impliqué dans deux expertises pour la Banque Mondiale à travers les projets du GREA concernant l'assainissement, en collaboration avec Annie Manou-Savina, géographe sous contrat avec la Banque Mondiale.

- Richard Raymond, CSN, ingénieur agronome de formation, commence une thèse de géographie sur l'assainissement et la gestion des déchets ménagers qui pèsent lourdement sur le fonctionnement du réseau séparatif d'évacuation des eaux pluviales. L'étude tentera de mettre en relation les politiques d'assainissement mises en oeuvre à Abidjan et la pratique des acteurs, selon plusieurs niveaux d'échelles emboîtées dans l'espace qui devraient permettre de saisir et d'articuler des données d'observation et d'analyse de nature très différentes ; 20% seulement de la population étant desservie par le réseau, le thème mérite tout à fait une étude globale qui fait actuellement défaut. Une attention particulière sera portée aux représentations croisées des politiques, des questionnaires et des divers groupes d'acteurs qui conditionnent étroitement les approches des questions d'assainissement.

- Valérie Messer, géographe de l'Université de Strasbourg et stagiaire de maîtrise durant 3 mois (mars-mai 1994), a travaillé sur l'approvisionnement

---

<sup>3</sup> Groupement de recherche sur l'eau et l'assainissement en Afrique de l'Ouest, travaillant pour le PNUD/Banque Mondiale

en eau potable à Abobo Sagbé, quartier en partie loti et légalisé, en partie spontané et en partie villageois, où une forte demande de raccordement est exprimée par les habitants.

- Catherine Justin, stagiaire de DEA de l'Université de Paris X-Nanterre, a travaillé sur la restructuration en projet de "la Pointe aux fumeurs", quartier précaire de la zone industrielle où ses observations seront très utiles à une réflexion sur le thème de l'intégration de ces quartiers.

Plusieurs recherches en cours de doctorants et stagiaires s'articulent aussi avec ce thème, notamment les travaux d'Evelyne Roche (stagiaire de maîtrise de l'Université de Paris X-Nanterre) sur les pratiques socio-spatiales des migrants sénoufo, et ceux que mène Christine Terrier (doctorante de l'EHESS, bénéficiant de quatre mois d'allocation ORSTOM) sur l'influence urbaine des Ebrié, groupe originel du site d'Abidjan, qui possèdent ainsi une influence politique et foncière très supérieure à leur poids numérique (2,5 %).

## **2 - Les villes et l'environnement au Mali**

A Bamako, Jacques Champaud participe par missions, avec l'équipe du Laboratoire Population-Environnement de l'Université de Marseille, à la création et à l'encadrement d'une formation doctorale "Population-Environnement" au sein de l'ISFRA (Institut Supérieur de Formation à la Recherche Appliquée)<sup>4</sup> L'objectif est de réfléchir aux conditions d'un développement urbain durable : comment la ville utilise et gère son environnement physique (sol, eau, air), et comment les citoyens peuvent trouver une réponse à leurs besoins essentiels sans hypothéquer l'avenir de leurs successeurs. Il s'agit de mettre en place les moyens d'une observation continue de la croissance urbaine qui puisse être gérée localement, en faisant appel à la télédétection, aux techniques modernes d'analyse spatiale et de SIG (système d'information géographiques). Le programme approfondit, sur Bamako, les résultats d'une étude comparée par télédétection de cinq villes africaines (Champaud, Chaume, 1993). Il comporte une composante essentielle de formation auprès de l'ISFRA de Bamako ; un projet CAMPUS a été déposé auprès du Ministère de la Coopération.

Les principales opérations concernent les thèmes suivants : a) composantes de l'écosystème urbain ; b) mesure de la croissance urbaine ; c) gestion de l'espace urbain (réseaux, espaces non construits, accès au sol et densités, pouvoir municipal) ; d) environnement périurbain. Quatre mémoires de DEA et une thèse sont en préparation sur les relations ville-campagnes, sur la perception de l'environnement et la pollution, sur le ravitaillement en

---

<sup>4</sup> Une convention entre l'Université de Provence, pour le compte du Laboratoire Population-Environnement, et une autre avec l'ORSTOM précisent les conditions de l'appui apporté au fonctionnement de la formation doctorale.

bois à Bamako et dans une ville secondaire, et sur le maraîchage intra-urbain.

Parallèlement Monique Bertrand, maître de conférences à l'Université de Caen et chercheur associé de l'UR, poursuit ses travaux sur l'évolution du marché foncier en relation avec l'insertion urbaine, notamment en termes de cohabitation résidentielle des migrants et des citadins à Bamako. Sa recherche repose sur une enquête à passages répétés auprès de 426 ménages de Médina Coura ; elle intègre l'étude des ventes aux enchères (et de leurs clientèles) de l'Agence des Cessions Immobilières qui font suite à la "privatisation" des ventes de terrains sur parcelles aménagées. M. Bertrand souligne l'importance du foncier comme "point nodal" des processus d'urbanisation, et note que la dévaluation du franc CFA explique la part croissante des achats effectués par les Maliens de l'extérieur.

### **3 - Environnement urbain et croissance spatiale au Caire**

En Egypte, Myriam Armand, géographe spécialisée en télédétection urbaine et maître de conférences à l'Université de Paris I, entreprend sur poste d'accueil-expatriation, une étude des rapports entre l'environnement urbain et la croissance spatiale de la ville. Depuis septembre 94, en relation avec l'Observatoire urbain du Caire contemporain (OUCC) mis en place par le CEDEJ<sup>5</sup>, M. Armand tente de construire, en vue de la planification, des indicateurs de l'état de l'environnement, à partir du croisement d'informations tirées de l'imagerie satellitaire et de matériaux statistiques localisés sur ces thèmes.

L'étude s'appuie sur l'exemple de la construction d'une rocade en pleine campagne (plaine nord de Giza), qui a créé un environnement très particulier. La question centrale est d'évaluer si la construction de la rocade atteindra l'objectif que lui fixait le SDAU (schéma directeur d'aménagement urbain) de 1983, qui était de protéger les terres agricoles des empiètements urbains, ou si les effets directs ou indirects d'un tel aménagement s'opposent inéductiblement à cet objectif.

Au plan méthodologique, le but est de définir un modèle de données sur l'occupation du sol capable de saisir les mutations en termes "d'unités d'environnement", en précisant les concepts de catégories d'occupation du sol, usage des sols, états de surface, "écosystème urbain". Le but est également de mettre au point des méthodes d'exploitation et de croisement des informations issues de différentes sources (images satellites et sources statistiques principalement), en portant une attention particulière aux aspects sémantiques liés aux techniques d'analyse spatiale, ainsi qu'aux représentations à échelles multiples.

---

<sup>5</sup> Centre d'études et de documentation économique juridique et sociale, Le Caire, UA 1165 CNRS/MAE.

#### 4- Environnement urbain et risques naturels à Quito

Recrutée en octobre 1993, Pascale Metzger a engagé son programme en juin 1994 sur le thème de la gestion des risques naturels, thème très pertinent dans une capitale andine d'altitude (2 800 m) qui encourt de sérieux risques sismiques, volcaniques et morpho-climatiques. Au plan méthodologique, l'objectif était d'abord de tirer parti, sur une problématique nouvelle et avec l'aide de Marc Souris et de Bernard Lortic (SIG et télédétection), du Système d'information géographique<sup>6</sup> constitué en observatoire urbain auprès de la municipalité. Ce dernier fournit une information fine (au niveau de l'îlot) sur l'ensemble du territoire urbain et selon plusieurs dizaines de couches d'information, en principe parfaitement utilisables pour le thème de l'environnement ; encore faut-il mener l'expérience pour évaluer en détail tout ce que l'outil est susceptible d'apporter à une démarche de recherche, et pour en cerner les limites.

Le choix d'un angle d'attaque lié aux politiques de gestion et de prévention des risques naturels repose sur un double objectif : 1) approfondir, du point de vue des sciences sociales, des travaux antérieurs de l'ORSTOM et de l'IFEA (Institut Français d'Etudes Andines) dans le domaine des risques volcaniques et morpho-climatiques (cf. Peltre, d'Ercole, 1992) ; 2) nouer des collaborations avec l'équipe du département TOA (Terre, Océan, Atmosphère) réalisant une étude sur les risques sismiques, ou avec celle du département DEC (Eaux Continentales) débutant des travaux sur l'eau dans la ville. Le projet de recherche est ainsi construit autour de deux axes complémentaires :

- Une analyse des relations entre environnement et risques naturels pour identifier l'apport des sciences sociales à la problématique de la prévention et de la gestion des risques majeurs en ville. L'étude est focalisée d'une part sur les composantes sociales du risque sismique<sup>7</sup>, et d'autre part sur les risques d'inondations liés au mode de gestion du site urbain par les politiques municipales<sup>8</sup> ;

- Une exploration globale du champ de l'environnement urbain pour participer à la constitution d'une problématique de l'environnement urbain et jeter les bases d'une politique de l'environnement de la municipalité.

---

6 SUIM : (*Sistema urbano de información metropolitana*), implanté au Service de planification urbaine de la municipalité à l'issue du projet Atlas informatisé de Quito, et qui constitue maintenant l'épine dorsale de ce service.

7 Il s'agit d'évaluer quelle pourrait être la contribution des sciences sociales à un scénario sur le risque sismique à Quito, élaboré par J.L. Chatelain (géophysicien, dép. TOA) en collaboration avec Geohazards International.

8 Projet "l'eau dans la ville" du département DEC (E. Cadier et C. Bouvier), qui vise à une meilleure connaissance des écoulements urbains à partir de leur modélisation. La majeure partie du réseau de drainage naturel ayant été remblayée, l'étude des politiques de gestion du site de Quito dans ce domaine est évidemment essentielle.

L'argumentation de l'étude de P. Metzger s'articule autour de deux approches concrètes : la comparaison de la problématique environnementale globale dans deux quartiers bien différenciés, et l'analyse de la gestion de l'eau dans la ville. Ces approches ont été précédées d'un article de réflexion théorique (sous presse) proposant une problématique de l'environnement urbain à partir d'une exploration de la littérature touchant à ce thème (Metzger, 1994 b).

Certains aspects du programme pourraient être développés et fournir des sujets de thèse à un ou deux allocataires. La gestion des déchets solides, utilisés depuis longtemps dans le remblaiement systématique du réseau de drainage, mériterait notamment d'être approfondie pour ses liens évidents avec toutes les questions concernant la gestion des écoulements.

## **5 - Urbanisation et environnement insulaire : le grand Nouméa**

A Nouméa, une équipe composée de Gilbert David, géographe de l'UR 53 (Réseaux, territoires, régions), Dorothee Dussy, allocataire MESR de l'UR 55 et historienne, et Stéphane Roux, VAT géographe, s'intéresse depuis fin 93 aux effets de l'urbanisation sur l'évolution des environnements littoraux, et particulièrement sur la détérioration inquiétante des lagons proches des zones d'urbanisation.

Le site de Nouméa présente de lourdes contraintes pour la croissance - mal maîtrisée - d'une ville, qu'il s'agisse des problèmes de drainage et de relief, de l'absence d'eau potable ou de l'insalubrité. L'agglomération compte aujourd'hui près d'une centaine de milliers d'habitants, dont les nouveaux quartiers s'étendent sur des pentes raides ou sur les terrains littoraux peu stabilisés conquis par remblaiement sur la mer. Le programme comporte deux volets complémentaires, l'un sur l'histoire de la croissance urbaine, et l'autre sur l'environnement littoral de la ville :

- L'approche de l'environnement urbain, prise au sens du cadre dans lequel évolue le citoyen, nécessite d'analyser dans la durée la manière dont la ville s'est développée et a créé son environnement, en fonction des problèmes qui lui sont spécifiques. L'intérêt de la démarche est de fournir les repères et de tirer des leçons pour l'aménagement urbain à venir. Sont étudiés les étapes et les mécanismes du développement de la ville (cartographie diachronique) et l'analyse du cadre urbain de vie (accès aux équipements et services, nuisances et pollutions, pratiques et représentations) ; voir à ce sujet le texte de D. Dussy dans ce même numéro.

- Le second thème du programme s'attache à analyser les relations entre la ville et l'espace rural du Grand Nouméa d'une part, entre la ville et son milieu naturel d'autre part, notamment le milieu littoral. Ce dernier, principal réceptacle des pollutions émises par la ville et sa campagne, fait l'objet d'une anthropisation rapide du fait de la croissance industrielle, de l'expansion

sion du tourisme et de la restructuration du réseau des transports terrestres.

La question de l'environnement urbain peut également intéresser d'autres programmes de l'UR, comme c'est le cas à Delhi (Inde), où Véronique Dupont, dans le cadre de sa recherche sur les mobilités urbaines, a engagé Mriga Sidhu, allocataire de l'ORSTOM, sur le thème de l'influence des représentations de la qualité de la vie par quartier pour motiver le choix d'un nouveau lieu de résidence par les immigrants ou par les habitants amenés à se déplacer en ville. Il y a sans doute là une approche originale qui devrait se révéler féconde, et qui montre à quel point le thème a plus à gagner à être développé en relation avec les problématiques de la ville qu'avec celles focalisées sur la conservation des ressources et l'environnement global.

## **6 - Nouveau regard, nouvelle problématique pour la ville ?**

Plus ou moins explicitement suspecte de ne suivre qu'un effet de mode, ou encore de porter sur un problème désigné comme étant social, une recherche sur l'environnement urbain se doit de faire un effort spécifique de construction de son objet scientifique. Il s'agit de s'assurer du caractère scientifique de la démarche, et surtout d'évaluer quelle réelle "valeur ajoutée" cette nouvelle problématique apporte aux recherches sur la ville par rapport à l'utilisation d'une dénomination en vogue. L'étude de nombreux travaux menés sur le thème global - et excessivement varié - de l'environnement urbain montre en effet, au-delà de leur affichage à la mode, une réelle évolution des problématiques ; elle montre également que ces dernières sont toujours en voie de constitution, encore à la recherche à la fois de concepts opérationnels et d'objets scientifique construits<sup>9</sup>.

En premier lieu, ces travaux font le plus souvent référence à deux notions absentes des études urbaines antérieures, et en prise directe sur la thématique environnementale au sens large : le changement global et la durabilité. On retrouve aussi dans ces études les thèmes de la nature, des risques et de la gestion qui ouvrent une approche élargie de la ville dont la principale caractéristique par rapport aux études urbaines antérieures est l'introduction des aspects physiques, chimiques et biologiques dans l'urbain. La démarche correspond à une complexification de l'approche de la ville par l'introduction dans les différentes disciplines de nouveaux objets traditionnellement analysés par d'autres sciences : d'un côté, les sciences sociales tentent d'intégrer des objets traditionnellement impartis aux sciences naturelles, physiques et biologiques (au sens large) ; de l'autre, ces mêmes sciences naturelles se penchent sur un milieu totalement anthropisé, la ville, qu'elles avaient jusqu'ici presque complètement délaissé. D'où une interrogation d'une part sur l'apport des sciences sociales à la connaissance

---

<sup>9</sup> Pour de plus amples développements sur cette approche bibliographique, cf. Metzger, 1994 b.

de ces objets, d'autre part sur la capacité des sciences naturelles à prendre en compte des facteurs sociaux, et, en corollaire logique, un appel incantatoire à la pluridisciplinarité, seule capable de problématiser les approches et d'opérer la production d'un nouvel objet scientifique.

Un autre aspect, nouveau, apparaît dans les lectures de la ville sous l'angle de l'environnement urbain : la matérialité. Dans la géographie urbaine des années soixante-dix sur les pays en développement, on se penchait surtout sur la compréhension du mode de production et de fonctionnement de la ville comme expression du modèle de développement de la société, ou d'adaptation de la société à ce modèle, et l'interprétation tenait toute entière dans le social, l'économique et le politique, c'est-à-dire dans des dimensions totalement "immatérielles" si l'on peut dire, dont on observait les "matérialisations". Ce sont les objets et les processus de cette ville-là qui étaient ciblés par les recherches urbaines dans les pays en développement. C'est un mode de production et de fonctionnement de la ville qui faisait largement abstraction des contraintes environnementales, et qui a contribué à l'élaboration d'une production scientifique sur l'urbain presque totalement déagée, elle aussi, des contingences physiques.

On peut dire, à l'inverse, que les objets de l'environnement urbain s'identifient d'abord du point de vue de leur matérialité, sous l'angle physique, pour identifier leurs causes et leurs conséquences, retournant la démarche. L'inventaire des études d'environnement urbain en est la démonstration incontestable. Ces études habilite le "non-humain", le physique, le matériel comme objet scientifique en réintégrant nature et phénomènes physico-chimiques dans le champ des sciences sociales.

La problématique de l'environnement proposée dans le cadre de ce grand programme repose sur une analyse des travaux qui se réclament de l'environnement urbain, sur une quête de leurs aspects novateurs en termes d'objet ou de méthode. La synthèse de ces études permet de soutenir l'idée que l'environnement n'est pas un système dont les éléments fonctionnent ou ne fonctionnent pas, mais un produit, un résultat, de quelque chose qui ressemblerait à des relations sociales impliquant de la matérialité, s'appliquant aux choses réelles et virtuelles. Pour construire dans ce sens une nouvelle problématique de la ville, on peut partir de l'idée que la production et le fonctionnement de la ville nécessitent la consommation de "choses", qui, par l'évolution des représentations et des pratiques sociales, entrent dans la sphère des "biens communs", du patrimoine commun. C'est l'eau, l'air, la santé, le sol, mais aussi le silence, le cadre architectural, la sécurité.

C'est la façon dont la production et le fonctionnement de la ville vont consommer, transformer, dégrader ces biens collectifs qui va dessiner, engendrer l'environnement urbain. Cette "façon" de transformer et de consommer implique des acteurs, des outils techniques, un cadre juridique, financier ; elle fait donc nécessairement intervenir des stratégies, des

conflits, des représentations sociales, des techniques, des modes de gestion, des politiques. Elle va dépendre aussi de la valeur économique et/ou sociale des biens consommés, de leur disponibilité, de leur accessibilité. Elle est aussi, indiscutablement, historiquement produite.

Cette manière dont la ville est produite et fonctionne varie, en termes de consommation de biens collectifs, selon les espaces et le territoire qui la composent, parce que les acteurs, les stratégies, les conflits, les représentations sociales, les techniques, les modes de gestion en oeuvre mais aussi les biens collectifs disponibles sont spatialement hétérogènes. L'environnement urbain sera donc historiquement, spatialement et socialement différencié.

La problématique de l'environnement urbain pourrait donc s'interroger sur les processus d'articulation entre les modes de production et de fonctionnement de la ville d'un côté, et la consommation des biens collectifs qui lui sont nécessaires de l'autre. C'est peut-être la croissance incontrôlée de la quantité et de la qualité des biens collectifs dont la ville a besoin pour croître et fonctionner qui donne les contours de la crise urbaine, non pas comme une crise du rapport à la nature mais comme une crise de régulation de la "consommation" de biens collectifs. Ceci pose nécessairement la question de savoir qui gère ces derniers, et comment ? On retrouve là une question-clé qui traverse la recherche urbaine depuis longtemps, celle des politiques de gestion de la ville, élargie à la matérialité et à l'immatérialité de ces biens communs indispensables à la qualité de la vie des citoyens. La problématique de l'environnement urbain doit éclairer les mécanismes qui régissent la "consommation" et la bonne gestion de ressources collectives par la ville, dont l'usage de l'espace - nécessairement limité - est peut-être la plus cruciale. Le champ est évolutif et renvoie nécessairement aux représentations sociales qui permettent l'apparition ou la disparition de différents éléments dans la sphère des biens collectifs, en fonction du caractère collectif de leur gestion, de leurs usages, de leur perception.

Ainsi, la problématique de l'environnement urbain devrait pouvoir poser les principes d'une interrogation systématique et nouvelle sur la ville. Elle intègre le changement global et le développement durable, la combinaison du physique et du social, les différentes échelles de lecture de la ville, le poids des représentations sociales et des enjeux économiques ; elle est capable de contribuer à l'explication des formes de ville existantes et des processus en cours, d'un état et d'une dynamique.

Sans être ni définitives ni catégoriques, ces réflexions forment un cadre conceptuel qui permet de guider la démarche scientifique dans le foisonnement des idées et des phénomènes physiques et sociaux qui se réclament de la problématique environnementale en ville.

Monté à partir d'un recrutement et en tirant parti de diverses opportunités, le grand programme prend donc corps peu à peu. Des échanges de textes ont déjà lieu entre équipes, et un séminaire interne de confrontation des points de vue est prévu fin 95, lorsque chaque équipe aura progressé et acquis une expérience suffisante sur cette problématique encore trop nouvelle pour avoir trouvé ses marques stables. Mentionnons pour mémoire qu'une tentative de prise de contact avec le Laboratoire TMU (Théorie des mutations urbaines, lab. associé IFU/CNRS), faite en 1993 au titre de l'Action concertée CNRS/ORSTOM, est restée infructueuse faute, semble-t-il, de terrain commun. Par ailleurs, C. Lévêque, Délégué à l'environnement à l'ORSTOM, nous a proposé d'envisager d'ici un an un petit ouvrage de vulgarisation dans une nouvelle collection sur l'environnement créée au sein de l'Institut, comportant un état de la question et trois ou quatre études de cas concrets ; bien que cette demande vienne un peu tôt, elle peut constituer un bon objectif pour les différentes équipes.

### Références bibliographiques

Champaud J., Chaume R. *et alii*, 1993 - Croissance urbaine, environnement et image satellite. CEE/ORSTOM, 300 p., Montpellier.

Champaud J., 1993 - L'Homme, la ville et l'environnement. Propositions pour un programme de recherches en écologie urbaine au Mali. 9 p. multigr., Marseille, février 1994

Chatelain J.-L., Tucker B. *et alii*, 1994 - The Quito, Ecuador, Earthquake Risk Management Project : An Overview. 40 p., GeoHazards International publication, San Francisco.

Couret D., 1994 - Proposition d'un nouveau thème en continuité des recherches en cours : "Environnement urbain et développement local à Abidjan : ajustement institutionnel ou recompositions sociales des politiques urbaines ?", Bulletin du GIDIS-CI n° 7, avril 1994, pp. 86-93, Abidjan.

Dussy D., 1993 - Pratiques et représentations de l'environnement urbain, approche historique d'un cas océanien : Nouméa. Mémoire de DEA, 79 p., ORSTOM, Nouméa.

Dussy D., 1993 - Politiques et pratiques urbaines de l'environnement en Nouvelle Calédonie : l'exemple de Nouméa. Plan de thèse. 6 p. multigr., ORSTOM, Nouméa.

Lortic B., Custode M. A., 1994 - Utilisation de la télédétection aérospatiale pour le suivi de l'occupation du sol. Quito, développement ou expansion ? 15 p. multigr., à paraître *in* : ouvrage collectif de la Mission ORSTOM de Quito pour le cinquantenaire, ORSTOM, Quito.

Messer V., 1994 - Gestion de l'eau au niveau local à Abidjan : les gestionnaires, le maire et les citoyens, Bulletin du GIDIS-CI n° 7, avril 1994, pp. 78-79, Abidjan.

Metzger P. 1994-a - Environnement et risques naturels à Quito. Projet de recherche. 4 p. multigr., ORSTOM, Bondy.

- Metzger P., 1994-b - Pour une problématique de l'environnement urbain. Éléments de réflexion. 15 p. multigr., à paraître, Cahiers des sciences humaines n° 4 - 1994, ORSTOM, Paris.
- Peltre P., 1993 - Environnement urbain. État des lieux et projets au SUD. Chroniques du SUD n° 9, janvier 1993, pp. 61-70, ORSTOM, Paris.
- Peltre P., d'Ercole R., 1992 - La ville et le volcan. Quito, entre Pichincha et Cotopaxi (Équateur), 3 fig., Cahiers des Sciences Humaines 23 (3) 1992, pp. 439-459, ORSTOM, Paris.
- Raymond R., 1994 - Compte-rendu du séminaire "La gestion stratégique de l'environnement urbain de l'agglomération abidjanaise (1 - 3/6/94)", Bulletin du GIDIS-CI n° 8, août 1994, pp. 44-56, Abidjan.
- Raymond R., 1994 - Apport d'une analyse environnementale de la gestion des déchets à Abidjan, Bulletin du GIDIS-CI n° 7, avril 1994, pp. 81-85, Abidjan.
- Roche E., 1994 - Pratiques socio-spatiales des migrants sénégalais et espace urbain en crise à Abidjan, Bulletin du GIDIS-CI n° 7, avril 1994, pp. 77-78, Abidjan.
- Terrier C., 1994 - Territoire, pouvoir local et ethnicité en milieu africain. Les Ébriés d'Abidjan, Bulletin du GIDIS-CI n° 7, avril 1994, pp. 79-81, Abidjan.